

N° 58 - 15 SEPT. - 15 OCT. 68

« LE PEUPLE BRETON »  
mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 10 F

De soutien : à partir de 15 F  
2 365-76 RENNES

« Le Peuple breton » - BP 103

Aujourd'hui, être libre  
c'est être informé

# LE PEUPLE BRETON

1<sup>F</sup>

UDBON

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

## Yves LE FOLL Maire de St-Brieuc

A) ELECTIONS

Q. — Vous avez été battu aux élections de juin 1968 alors que depuis l'élection partielle de septembre 1967, votre position dans la circonscription paraissait très solide, confirmée d'ailleurs par votre progression du 1<sup>er</sup> tour en 1968. Comment expliquez-vous cet échec ?

R. — A cet échec je vois d'abord les raisons d'ordre général valables pour tous les candidats de gauche. Le pouvoir a su développer et exploiter habilement la crainte

répond  
à nos questions

(L'U.N.R.) s'est camouflé sous une étiquette d'union, recevant l'appui des centristes qui sont retournés à leur alliance traditionnelle de droite.

Q. — La report de la totalité des voix de la F.G.D.S., du P.C.F. et d'une partie de celles du centriste gauchisant Boutbien aurait dû vous assurer une victoire beaucoup plus confortable qu'en mars 1967. Comment expliquez-vous que cette fois, la discipline de gauche ait si mal joué en votre faveur pour le second tour ?

R. — Une bonne partie des voix de M. Boutbien semblent bien avoir été des voix centristes. Parmi les électeurs communistes certains ont également voté pour le candidat gaulliste, ayant cru, eux aussi, après les accusations de leurs dirigeants nationaux, que le P.S.U. avait suscité les mouvements anarchistes. Ils doivent se rendre compte aujourd'hui, à la lecture de déclarations d'Edgar Faure ou de David Rousset, qu'il ne s'agissait-là que d'un épouvantail pour imbéciles, que les gaullistes ont mis de côté dès le lendemain des élections. Il est clair, en effet, si l'on veut éviter les mêmes troubles à la rentrée, qu'il faut regarder les choses en face, et ne pas attribuer à une faible minorité des revendications qui sont celles de la quasi-unanimité des étudiants.

Q. — Par leur programme régional, l'attention donnée au problème breton, leur volonté d'unité et d'ouverture, les députés sortants et beaucoup de candidats P.S.U. en Bretagne semblaient plus adaptés que leurs concurrents des autres partis de gauche aux réalités bretonnes. Pensez-vous que leur échec soit dû uniquement aux querelles et aux prises de position antagonistes des divers états-majors parisiens, c'est-à-dire à des circonstances d'ordre général, parisiennes en particulier, donc extra-bretonnes ?



Chiché « Le Peuple Breton »

soulevée dans une partie de l'opinion par les manifestations d'étudiants et les occupations d'usines. Tout le marais électoral s'est retrouvé avec la droite et le gaullisme, défenseurs de l'ordre établi. Même ceux qui parlent de la nécessité des mutations sociales retournent à leurs positions conservatrices dès qu'un changement réel menace les structures auxquelles ils sont habitués.

La gauche n'a pas su, par ailleurs, faire preuve de la volonté d'unité nécessaire, condition de l'efficacité d'une politique nouvelle.

Des raisons d'ordre local ont joué également : multiplicité des candidatures de gauche, fait que le candidat gaulliste (dont toute la propagande écrite était celle de

## TCHECO-SLOVAQUIE

LA POSITION DE L'U.D.B.

(Voir notre Edito page 2)

R. — Le P.S.U. a été en effet le premier parti de gauche à mettre l'accent sur les problèmes régionaux, et sur la nécessité de « décoloniser la province » (colloques de Grenoble et de Saint-Brieuc en particulier). Mais cela semble avoir assez peu joué sur le plan électoral. Ce sont essentiellement des réflexes de classe, ou de corporatisme, qui ont fait le jeu de la droite.

A Saint-Brieuc, le P.S.U. s'est montré

l'artisan essentiel de l'unité de la gauche. C'est d'ailleurs ce qui explique la virulence de la droite à son égard. Il y a eu d'ailleurs assez peu de polémique à l'échelon local avec les communistes, mais à une époque où tout le monde possède la radio ou la télévision, au service exclusif du pouvoir central, c'est la propagande nationale qui

(Suite page 8)

## LE COMBAT DE LA CSFA BREST

Ils étaient une centaine à la Maison des Jeunes de Brest. Tous de la CSF. Intrigués et curieux, ils écoutaient Ronan Leprohon traduire en termes politiques ce qu'ils avaient ressenti pendant plus d'un mois de grève : le sous-développement du travailleur breton, le colonialisme interne, les attaches avec l'armée.

Ils en sont peu à peu venus aux idées bretonnes, par le syndicalisme et par le socialisme. Leur combat en Bretagne rejoint celui de l'U.D.B. sur bien des points. Le problème breton pourrait être en partie résolu par une série d'initiatives de ce genre.

Car, après les avoir découvertes, il est des idées auxquelles on ne renonce pas. L'auto-gestion est de celles-là. Et, la Direction générale du Trust électronique s'est rendu compte que Brest ne se battait pas pour de l'argent, mais pour des responsabilités. Elle a dû céder.

PRIORITE A LA FORMATION  
ET A L'INFORMATION

1963 : Brest reçoit sa première usine électronique, la C.S.F. Des Parisiens « en punition », et des Bretons émigrés viennent y travailler. Ces derniers sont jeunes, disponibles. Un regroupement naturel facilite alors la création d'une section syndicale C.F.D.T. Elle accorde d'emblée la priorité à la formation des militants et à l'information des travailleurs. Elle ne le regrettera pas, car, en précédant toute lutte d'information économique, la section syndicale a permis aux travailleurs de prendre véritablement conscience de leur situation.

Aux sections parisiennes qui préfèrent les revendications quantitatives, le syndicat brestois oppose l'exigence plus réaliste de la garantie de l'emploi. C'était aussi l'ob-

jectif principal de la journée d'action du 8 mai en Bretagne et dans les Pays-de-Loire. A la C.S.F., la grève est suivie à 95 %. Les ingénieurs participent à ce mouvement ; cela ne s'était jamais vu auparavant.

Peu à peu, les syndicalistes acquièrent une vue d'ensemble de la situation économique de la Bretagne et leurs prises de position réalistes les amènent à contester les structures mêmes de la société capitaliste. Aussi, est-ce naturellement qu'il se sont sentis concernés par la révolution étudiante de mai dernier.

Ces événements donneront l'occasion à la C.S.F. de s'engager politiquement. Un

## GENOCIDE AU BIAFRA

Une étude de Yves PERSON

(Page 4)

tract, le premier tract non interne à l'établissement, explique que, comme la C.S.F., les étudiants sont sous l'emprise du pouvoir politique. Il faut se solidariser avec eux. Un appel sera lancé dans ce sens aux autres centres C.S.F.

Lundi 13 mai : grève générale. Pour la première fois, un piquet de grève est installé à l'entrée de l'usine. Chez beaucoup de syndicalistes, l'esprit de lutte est ranimé par l'annonce de l'occupation de l'usine Sud-Aviation en Loire-Atlantique.

La direction déjà incompétente est absolument déconcertée par le genre des mili-

(Suite page 3)

## SECOMA

73 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 29-5 ERGUE-ARMEL - Quimper - Tél. 21.03

CAISSES ENREGISTREUSES SWEDA

SIEGES FANTASIA  
MACHINES A ECRIRE ROYAL

CALCULATRICE MONROE

BUREAUX - CLASSEURS  
BOIS - METAL

Agent service : DYMO

Réparations - Recharges







# Yves LE FOLL répond

(SUITE DE LA PAGE 1)

est déterminante. Il semble cependant, d'autre part, que les militants communistes ont été très déçus par leur recul du premier tour (de 12 000 à 10 000 voix), contrastant avec un progrès important du P.S.U. qui passe de 18 000 à 20 000 malgré les candidatures Lathier (F.G.D.S.) et Boucblin (objectif 72) qui n'existaient pas en 1967.

## B — SAINT-BRIEUC

Q. — A Saint-Brieuc, les usines ferment du démarrage, près de 1 000 jeunes doivent intégrer chaque année. Comment envisagez-vous l'avenir de la région briochine dans le cadre de la législature qui commence ?

R. — L'augmentation des charges salariales accordée à la suite des grèves risque de créer des difficultés supplémentaires aux entreprises marginales de notre région. Cela ne veut évidemment pas dire qu'il faille renoncer aux augmentations de salaires. Au contraire nous estimons qu'elles doivent constituer un des éléments essentiels du plan, mais en s'intégrant dans un ensemble cohérent où elles seraient accompagnées, voire précédées, des mesures économiques et fiscales permettant d'en limiter les effets sur les prix.

Pour la Ville de Saint-Brieuc, l'expansion s'est faite jusqu'ici pratiquement sans aide de l'Etat pour les implantations industrielles (à part 2 ou 3 décentralisations pour lesquelles la charge de la Ville a aussi très largement dépassé celle de l'Etat).

Q. — Peut-on espérer des créations d'emplois, ou redouter de nouvelles fermetures ? Lesquelles ? Est-on assuré que l'entreprise principale, Chaffoteaux et Maury, ne va pas suivre le mouvement de concentration vers l'Etat des activités économiques ?

R. — La situation de l'emploi ne s'améliorera guère si l'on continue à porter tout l'effort sur la région parisienne. Ignorer pour l'instant si des fermetures sont imminentes. Espérer qu'une solution pourra être trouvée pour l'entreprise Chalos, mais ce problème dépasse évidemment le cadre municipal.

En ce qui concerne Chaffoteaux et Maury, leur projet de transfert et d'extension sur la nouvelle zone industrielle est en bonne voie, l'Etat acceptant d'apporter une aide importante (prime de développement, prêts du F.D.E.S., bonifications ramenant à 6 F. le prix du m<sup>2</sup>).

## C — BRETAGNE

Q. — Fermetures ou émigration d'usine vers la Lotharinge, exode des jeunes, crise de l'agriculture, désertification des campagnes, prolétariat et exportation des paysans, le problème de la région briochine n'est pas dissociable du problème breton. Que peut et doit faire la gauche face à une telle situation après la stagnation de juin 1968 ?

R. — Le résultat des élections de juin 1968 semble montrer que les Bretons sont résignés à ce déperissement : il est vrai que les victimes passées de l'exode ne sont plus là pour protester, et que les futures victimes à se laisser bercer par des promesses, 16 000 emplois agricoles disparaissent chaque année, et le déficit sera de 30 000 en 1970 par rapport aux prévisions du plan. Pourtant, même s'ils dressent parfois des barricades, les paysans ne semblent pas tellement mécontents puisqu'ils ont voté massivement pour un régime qui les condamne.

Par ailleurs, le départ des jeunes est partiellement compensé par le retour de personnes âgées. Mais beaucoup de celles-ci, en particulier les retraitées, qui sont nombreux sur nos côtes, songent plus à leur tranquillité qu'à l'expansion de la région.

Dans ces conditions la gauche ne peut envisager qu'une action à long terme. Mais pour certaines parties de la Bretagne il sera alors trop tard. Ce ne sont pas les quelques mesures promises au C.E.L.L.B. (et sans calendrier précis de réalisations) qui pourront suffire à redresser le courant.

Q. — Etant donné sa relative faiblesse numérique, l'union de la gauche est, en Bretagne encore plus qu'ailleurs, un impératif, d'autant que la ruine de la région s'accélère. A votre avis, pour une action régionale efficace, sur quelles bases cette union peut-elle se faire. Quels objectifs à court et moyen terme peut-on fixer ?

R. — Il faudrait essayer de rassembler dans une même mouvement les partis de gauche, les syndicats, certaines organisations professionnelles. Mais c'est assez difficile dans la mesure où les structures sont là aussi, en général, très centralisées.

Le premier objectif devrait être l'existence d'une loi-programme de cinq ans (c'est-à-dire un plan impératif, avec bien entendu son financement) concernant les infrastructures (routes, télécommunications, ports), l'équipement touristique, les créations d'emplois. Mais cette action ne sera efficace que si des moyens de pression peuvent être décidés.

Q. — Après avoir failli être ébranlé par la révolte parisienne de mai, le pouvoir a compris l'urgence d'une déconcentration administrative et économique, qu'exigent aussi des impératifs techniques et financiers. Nous allons donc assister à un régionalisme d'Etat, dont le seul but sera de renforcer le pouvoir central et d'entourer, avec les apparences de la démocratie, la politique économique et sociale réactionnaire de l'Etat capitaliste et des trusts. Ne pensez-vous pas que devant cette menace de détournement de l'idée régionale au profit du pouvoir gaulliste, bien loin du socialisme fédéraliste, la gauche doit proposer une promotion vraiment démocratique et socialiste de la région, c'est-à-dire exiger des institutions régionales démocratiques ?

R. — Il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la réforme régionale que le pouvoir se décide enfin à envisager. J'ai pu mesurer pendant un an l'inutilité de l'Assemblée Nationale dans le régime gaulliste. Une fois établi le décompte par groupe des députés, et la majorité étant assurée, rien ne serait changé si l'Assemblée était mise en congé, car toutes les décisions sont prises par le Gouvernement. Ce sera évidemment plus vrai encore dans la législature actuelle. Dans ce système ce n'est pas le Parlement qui impose au Gouvernement un changement de politique, ce sont uniquement les pressions extérieures.

Il est donc probable que les assemblées régionales ne disposeront pas de pouvoirs réels (et qu'elles ne seront pas plus représentatives). Peut-être cependant leur création conduira-t-elle aussi les partis à se structurer dans le cadre régional, et à envisager plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, une action spécifique sur ce plan.

Q. — Pensez-vous que les propositions du P.M.D.R. (1) de l'U.D.B., que vous avez acceptées, soient susceptibles de constituer une plateforme commune de la gauche en Bretagne ?

R. — Les propositions du P.M.D.R. me semblent susceptibles de constituer une plateforme commune de la gauche en Bretagne. Mais je ne crois pas que des résultats profonds et durables puissent être obtenus sans un changement radical de la politique nationale. Dans le cadre de l'économie libérale l'agriculture, comme l'industrie bretonnes ne sont pas compétitives et ne survivront donc provisoirement que par l'emploi de palliatifs. Pour l'agriculture, en particulier, l'actuelle politique des prix et des aides ne peut être définitive. Elle n'a pour but que de limiter les protestations des cultivateurs pendant la période où disparaîtront la plupart de nos exploitations, comme la morphine fait oublier au malade les progrès de la maladie.

Seule, à mon avis, une économie socialiste, planifiée en fonction des intérêts humains et non en fonction de la rentabilité des capitaux, pourrait assurer à notre région le développement que nous souhaitons.

(Interview de J.-J. MONNIER)

(1) Programme Minimum Démocratique Régional.

## LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

**COTES-DU-NORD.** Comme dans d'autres villes bretonnes, la gestion des Transports Urbains de Saint-Brieuc (T.U.B.) était mauvaise. Les usagers en ont subi et en subissent les conséquences. Ce sont maintenant les employés et ouvriers qui, la règle des T.U.B. changeant (la C.A.T. remplace le C.F.T.), font les frais de la réorganisation. Pour une dizaine d'entre eux, le réemploi par la nouvelle régie n'est pas assuré.

**FINISTÈRE.** Dans notre numéro du mois d'août, nous avions fait état des résultats peu satisfaisants de la campagne 1968 des petits ports. Nous exposions aussi comment les usines transformant ce produit avaient émigré, vers la Picardie notamment. Une nouvelle conserverie vient de fermer ses portes : la SOCOREVI à Tréguignac, près de Concarneau. Cette usine employait 50 ouvriers ; il y a trois ans le nombre des ouvriers était de 120. Les bâtiments serviraient d'abri pour 400 bateaux de plaisance. On voit dans quel sens la Bretagne se transforme : ses usines, ses travailleurs s'en vont, mais...

**ILLE-ET-VILAINE.** Au mois d'août a été rendue publique la nouvelle du contrôle de la société laitière « La Roche aux Fées » (Rennes, Nantes, Quimper etc.) par l'un des premiers trusts européens, le groupe anglo-hollandais UNILEVER. Ce trust qui est surtout célèbre par ses produits d'entretien (lessives et détergents) contrôle également d'autres sociétés, telle la Société Thibaud-Gibbs. On peut rapprocher cette nouvelle de toutes les déclarations de principe sur « l'indépendance économique » du

gouvernement français qui a donné sa bénédiction à ce contrôle. Après Citroën-Michelin dans le secteur industriel mais aussi agricole (voir « La Bretagne colonie » offerte à Citroën, n° 16 du Peuple Breton), cette fois-ci c'est un grand trust international qui prend pied dans un secteur de l'économie bretonne. Déjà aux prises avec les trusts d'aliments du bétail, comme Purina-Ralston, les agriculteurs bretons vont-ils devenir les employés d'Unilever ?

**LOIRE-ATLANTIQUE.** Se camouflant derrière la répression gouvernementale (licenciements à l'O.R.T.F., licenciements dans de nombreuses entreprises de syndicalistes), l'arbitraire patronal sévit lui aussi. A Châteaubriant, aux établissements Huard a eu lieu une grève à l'atelier mécanique pour protester contre la mise à pied pour trois jours d'un ouvrier et son déclassement.

**MOR-BIHAN.** Le bilan d'ensemble pour le département du recensement de 1968 apparaît plutôt négatif. En effet le taux d'accroissement de la population est l'un des plus faibles des 5 départements bretons : + 1,8 % (seul les Côtes-du-Nord ont un pourcentage inférieur avec + 0,8 %). En dehors des cantons auxquels appartiennent les agglomérations de Vannes, Lorient et à un degré moindre Pontivy, les autres cantons ont vu leur population diminuer entre 1962 et 1968, certains de façon sensible (canton de Cléguérec, La Faouët). La situation est encore plus grave et l'on considère le solde migratoire : le solde s'établit à — 9 900, le plus bas des 5 départements.

chauffage central air chaud  
chauffage central radiateurs  
mazout - charbon - gaz - électricité

### modern confort

3, RUE CORNELLE - BREST

PLOMBERIE - SANITAIRE

ELECTRICITE - INSTALLATION D'ANTENNES

Tél. 44.69.73

## COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent

Nous avons reçu une lettre du secrétaire général provisoire de Sav Breizh au nom du bureau politique à la suite de la Mise au Point parue dans notre n° 57. Les extraits que nous publions ci-dessous, mettent un point final à cette affaire :

« Sav Breizh a demandé au journal « L'Avenir de la Bretagne » et obtenu de lui qu'il veuille bien lui ouvrir ses colonnes. Mais « L'Avenir de la Bretagne » n'en est pas moins un journal indépendant qui ne peut en aucune façon être considéré comme l'organe de notre parti... M. Jean Boibon n'appartient pas à Sav Breizh et le Front Breton, créé à son initiative, est une formation totalement distincte de la nôtre. La création de Sav Breizh avait été décidée bien avant que ne soient annoncées les élections ».

— Je viens de recevoir le n° 57 de votre mensuel. Je ne vais pas flatter ici la qualité de vos articles qui est bien connue. Etant donné qu'il y a une certaine convergence entre l'Avenir de la Bretagne et l'U.D.B. qui a des idées plus cohérentes, plus réalistes et plus humaines. Vous avez écrit dans votre n° 57 « Il n'y a pas de déconcentration possible en Bretagne dans le cadre du régime capitaliste ». A mon avis, c'est ce que l'on doit penser, l'important même certains faits d'histoire : à chaque fois qu'un peuple colonisé et dans la misère — tels la Chine, Cuba, l'Afrique du Sud, l'Afrique — a

voulu devenir indépendant ce peuple a dû changer ses structures, sa société s'il ne voulait pas aller à la ruine » (E.G. - Montauban-de-Bretagne).

— Tout ce qui concerne la liberté de la Bretagne est beaucoup lu à Paris ou les gens trouvent que vous lisez pour une juste cause (R.O. - Paris).  
— Je vous prie de bien vouloir m'abonner à votre journal. J'ai remarqué une photo de votre journal dans Le Nouvel Observateur de juin 1968. J'en étais impressionné de la voir dans le cœur de la semaine pendant les événements de mai (G.P. New York).  
— Voici mon réabonnement de soutien. Mes vœux et mes encouragements vous accompagnent (J.V. Oyonnax).  
— Toutes mes félicitations. Continuez à braver Breizh ! (H.M. Antony).

Imprimerie Commerciale, Rennes



Directeur de la publication : J.-Y. Veillard  
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41-387  
Tirage : 3 500 — Dépôt légal 3<sup>e</sup> trimestre 68

## MIROITERIES DE L'OUEST

Installations de magasins — Produits verriers des manufactures

TY BOS — QUIMPER — Tél. : 6-47 et 37-47